

LES DÉSASTRES

LES INONDATIONS AU NOUVEAU-BRUNSWICK—L'AIDE FOURNIE PAR LES MILITAIRES AMÉRICAINS, HOMMES ET FEMMES

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, le samedi 11 avril 1987, peu avant l'aube, 200 militaires américains volontaires, hommes et femmes, sont montés dans des camions et des jeeps à la base des forces aériennes de Loring, dans le nord du Maine, pour faire un voyage historique de 20 kilomètres afin d'aller aider les victimes d'inondations de Perth—Andover, au Nouveau-Brunswick.

Empiétant sur leurs loisirs, ces militaires ont apporté une aide inestimable aux habitants de cette petite localité du Nouveau-Brunswick ravagée par les inondations de la rivière Saint-Jean, il y a onze jours environ.

• (1415)

Au nom des 1 900 habitants de Perth—Andover et de toute la population du Nouveau-Brunswick, je tiens à exprimer ma profonde gratitude et à présenter mes sincères remerciements à tous les militaires américains qui ont non seulement donné un coup de main bien nécessaire mais qui ont aussi apporté une aide morale précieuse et un rayon de soleil à une localité touchée par cette catastrophe naturelle.

Cette forme de coopération internationale touche profondément tous les Canadiens et elle laissera un souvenir indélébile dans le coeur des habitants de Perth—Andover.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA HAUSSE DU DOLLAR

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, le 1^{er} mars 1986, en attaquant le budget, le critique libéral des finances disait qu'il ne serait pas surpris de voir le dollar tomber à 68 cents. Cette prédiction, comme toutes les autres faites par le parti libéral en matière financière, s'est révélée fausse. Vendredi, notre dollar clôturait à 76,7c. américains et il avait même atteint 76,92.

Bryan Griffiths, le vice-président du service des transactions et de la trésorerie à la Banque Royale, disait le 11 avril 1987 que la fermeté du dollar indique que le capital quitte d'autres pays pour venir au Canada et que cela vient de ce que la confiance appelle la confiance.

Donner confiance, voilà exactement ce qu'a accompli le ministre des Finances (M. Wilson). Ses politiques ont donné aux Canadiens les taux d'intérêt les plus bas en 10 ans. Le déficit a diminué pour la troisième année consécutive. Depuis deux ans et demi le taux d'inflation est à 4 p. 100.

Le ministre des Finances mérite qu'on le félicite d'avoir donné au Canada une saine gestion économique qui inspire confiance en l'économie canadienne.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE PROMISE POUR L'OUEST—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le 5 juillet 1984, à Prince-Albert, le premier ministre a promis une stratégie économique pour l'Ouest. Le vice-premier ministre a réitéré cette même promesse le 18 février 1987, à la Chambre des communes. Trois ans plus tard, l'Ouest est aux prises avec une crise politique de plus en plus grave.

Je voudrais demander au vice-premier ministre pourquoi il n'y a eu aucune audience publique visant à établir une stratégie économique pour l'Ouest. Qu'en est-il de cette stratégie que le premier ministre a promise il y a trois ans?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je me ferai un plaisir de répondre à cette question. La déclaration de Prince-Albert, qui précédait les élections fédérales de septembre 1984, contenait 52 engagements précis envers l'Ouest. Ces engagements visaient aussi bien l'agriculture que le transport, sans oublier l'énergie, les mines et l'industrie forestière. Quarante-deux de ces engagements ont déjà été tenus.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Le gouvernement s'emploie à tenir les autres.

Le député sait parfaitement qu'il y a eu une baisse brutale des cours du pétrole, des denrées agricoles et des autres richesses naturelles. Ces baisses résultent de mesures prises en dehors de la sphère d'influence du gouvernement.

Ce dernier réagit de son mieux. Par exemple, nous avons promis d'abolir le Programme énergétique national et l'AEIE et d'accorder une exemption de 500 000 \$ sur les gains en capital. Ce ne sont là que quelques exemples parmi bien d'autres. Nous avons reconnu qu'il restait beaucoup à faire et nous annoncerons très prochainement la phase suivante.

LA RÉFORME DU SÉNAT PROPOSÉE PAR L'OUEST

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous nous ferons un plaisir d'examiner ces engagements et ces initiatives. Si le gouvernement ne s'était pas contenté de recourir à des expédients dans l'Ouest, le vice-premier ministre n'aurait pas cru nécessaire d'annoncer de nouveau trois ans après, le mois dernier, qu'il allait élaborer une stratégie économique pour l'Ouest.